

# Proposition de sortie de crise par une « petite modification » du paradigme politique malgache

Tribune – Tribune libre - Andrianjo Razanamasy – 01/02/11

*Résumé : Ce papier est ma synthèse des différentes propositions et discussions que j'ai trouvées pertinentes, concernant la résolution de la situation de crise actuelle à Madagascar.*

## 1 Les faits

### 1.1 Les raisons de la crise

Une des raisons de la crise actuelle est une aspiration profonde de la population malgache à une société plus juste, plus équitable où le développement ne serait pas l'exclusivité de quelques élites.

La prise de pouvoir par l'équipe actuelle est un coup d'État perpétré avec l'aide d'une minorité armée et l'appui d'une frange de la population. Pour cette raison, il est normal que les autres franges de la population contestent sa légitimité.

L'introduction du concept de 4 mouvances est une construction intellectuelle qui ne correspond en rien à l'aspiration profonde de la population dans la mesure où aucun des leaders ne jouit aujourd'hui d'un réel soutien populaire.

La gestion de la conférence nationale par l'introduction des associations constituées dans le débat politique, a permis une ouverture de la discussion, mais en même temps a complètement déstructuré le système de prise de décision. Il en résulte une impossibilité d'obtention d'une solution dans la mesure où n'importe qui peut se permettre de bloquer la situation.

Il existe une incommensurabilité entre :

- Les aspirations populaires pour un monde plus équitable ;
- Les vellétés de pouvoir (accès et maintien) des acteurs politiques nationaux ;
- les modèles démocratiques que proposent les observateurs extérieurs ou certains théoriciens de la démocratie (locaux ou internationaux).

### 1.2 Des acteurs politiques locaux

Il existe un point commun à tous les acteurs politiques à Madagascar : l'envie de gouverner et de rester au pouvoir prime sur toutes les autres considérations et les autres notions valeurs.

Or il s'agit justement du côté humain que tout dirigeant doit savoir dépasser pour agir dans l'intérêt de la nation.

#### 1.2.1 Andry Rajoelina et son équipe.

Ce sont les actuels détenteurs du pouvoir. Après deux années d'exercice, leurs vellétés d'y rester quelques années de plus sont de plus en plus évidentes, et d'ailleurs, le PHAT a clairement exprimé dans ROI qu'il n'avait pas l'intention de tenir sa parole sur sa non candidature pour la prochaine élection présidentielle.

Malgré les discours tenus lors des mouvements populaires concernant la nécessité d'une plus grande équité, d'un plus grand contrôle sur les excès du pouvoir exécutif et d'une façon générale d'un monde plus démocratique, le pouvoir actuel, à l'instar de ses prédécesseurs n'a pas pu s'empêcher de verser dans les mêmes erreurs pour se maintenir vaillamment au pouvoir.

Les divers « blocages » que subissent des acteurs comme Rajaonarivelo Pierrot, Tantely Andrianarivo semblent supposer que les détenteurs du pouvoir actuel essaient déjà d'éliminer de la course à la magistrature suprême, des concurrents potentiels.

Ce pouvoir est pourtant plus qu'éphémère et fragile dans la mesure où :

son mode d'acquisition est contestable d'où la contestation permanente de sa légitimité ;  
Les moyens financiers dont ils disposent pour gouverner sont très limités ;  
Les acteurs des premières heures, qui se trouvent aujourd'hui écartés, se mettent à contester et à dénoncer leurs associés qui se maintiennent encore au pouvoir.  
Le pouvoir n'a apporté aucun élément de réponse significatif concernant les aspirations de la population pour une plus grande équité et un exercice plus démocratique du pouvoir.

#### 1.2.2 Marc Ravalomanana et son équipe.

Certains analysent le blocage actuel comme étant la capacité de Ravalomanana à contester le pouvoir actuel et son aptitude à influencer la communauté internationale et en particulier la SADEC.

Cette capacité supposée ne peut cependant être utilisée éternellement dans la mesure où c'est toute la population malgache qui devient l'otage de la situation et par conséquent sa pérennité est impossible à maintenir.

L'adhésion de la frange Raharinaivo à la stratégie du PHAT et de son équipe a considérablement fragilisé le TIM.

De par sa supposée capacité financière, l'ancien président est toujours fortement craint par le pouvoir actuel, que ce soit pour un éventuel coup d'État pour une reprise du pouvoir par la force, ou une pour une concurrence par voie électorale.

#### 1.2.3 La mouvance Ratsiraka et Zafy.

Comme il a été dit précédemment, ces deux structures sont des créations synthétiques dans la mesure où elles n'ont ni base populaire, ni fondement idéologique, ni raison d'existence autre, que l'opportunité contextuelle actuelle. Si l'idée pouvait avoir un sens et une légitimité intellectuelle au départ, l'épreuve du temps et des faits a démontré le contraire. L'effritement de la mouvance Zafy et l'incapacité de Ratsiraka à influencer de quelques manières que ce soit sur la situation réelle de la nation en sont des preuves irréfutables.

#### 1.2.4 Les nano-acteurs politiques.

Aujourd'hui une association de 8 personnes, créée de toute pièce pour participer à la conférence nationale, a l'importance d'un parti politique. Elles ne sont en fait que des prétextes pour assoir des pseudo-acceptations populaires par ceux qui n'ont pas eu le consentement des électeurs.

Si on peut comprendre la légitimité de ces nano structures politiques à se faire entendre, il est irresponsable de considérer (bien que ce soit le cas aujourd'hui) leurs revendications, qui sont inversement proportionnelles à leur importance, dans la mesure où ils ne représentent que leurs velléités de pouvoir. L'échec de l'ESCOPOL est aujourd'hui dû en grande partie à cette prolifération d'ambitions personnelles qui n'a qu'une finalité : obtenir une part du gâteau.

#### 1.2.5 Les organismes d'intermédiation.

Si pour diverses raisons, beaucoup critiquent les organismes d'intermédiation comme le CNOSC, le SEFAFI, ... ainsi que tous ceux qui proposent des solutions, il faut leur reconnaître aux moins deux choses :

Ils ont le mérite de faire l'effort d'une analyse de la situation et d'exister de par eux-mêmes ;  
Ils sortent le débat des méandres des collusions des acteurs politiques en communiquant publiquement.

### 1.3 Les acteurs politiques internationaux

Qu'il s'agisse des pays étrangers ou des organisations supranationales (ONU, SADEC, OIF,...), ils sont tous actuellement vus par la population malgaches comme étant des acteurs indésirables qui s'immiscent indument dans un problème relevant de la souveraineté nationale : la vie politique malgache.

Ils détiennent cependant une clé pour sortir de la crise : la capacité financière.

La question consiste alors à savoir comment l'utiliser le plus équitablement et surtout le plus rationnellement possible pour répondre à l'aspiration populaire d'un monde plus juste.

## 2 Analyse des tentatives précédentes

Contrairement aux faits du précédent chapitre, la présente analyse n'engage que ma personne dans la mesure où il s'agit d'une opinion et non d'une vérité factuelle, malgré le fait qu'il s'agit d'une opinion construite à partir de diverses discussions.

### 2.1 Les points de blocages

Il existe plusieurs points de blocage dans les tentatives précédentes :

- L'introduction du concept de 4 mouvances et surtout l'introduction des mouvances Zafy et Ratsiraka qui ne sont que des constructions comme nous l'avons évoqué précédemment. Si initialement la création de forces antagonistes pouvait amener les autres à amoindrir leur position, il s'est avéré très rapidement que les ambitions des leaders politiques n'ont pas diminué d'un iota et par conséquent on n'a non seulement pas pu obtenir les résultats escomptés, mais en plus, les divergences n'ont fait qu'augmenté.
- Le concept de participation inclusive et consensuelle est inapplicable dans une situation où toutes les positions sont injustes et critiquables. Il est en effet impossible de trouver une situation juste entre deux situations injustes. Il est par conséquent normal que chaque camp (surtout ceux de Rajoelina et de Ravalomanana) campe sur ses positions, dans la mesure où la position adverse est au moins aussi contestable que la leur.
- À moyen terme (unité annuelle) la situation actuelle arrange les deux principaux protagonistes : le camp Rajoelina peut s'organiser pour légitimer sa prise de pouvoir par l'organisation d'une « élection taillée sur mesure » ; quant au camp Ravalomanana, le temps joue en sa faveur dans la mesure où les détenteurs du pouvoir actuel ne semblent pouvoir apporter aucun élément de réponses aux aspirations populaires profondes. Ils attendent alors que les événements de 2009 se reproduisent pour les mêmes raisons avec les mêmes effets.
- La considération de toutes les organisations comme étant des représentants du peuple est une ineptie. Tous le monde le savait, mais comme il s'agissait d'une proposition qui arrangeait les participants aux débats politiques pour se partager entre eux le pouvoir pendant la transition, tout le monde a acquiescé. Aujourd'hui, la capacité de n'importe qui à tout bloquer fait perdurer la transition mais n'apporte aucun élément de réponse à la crise.

### 2.2 Les « avancements »

- La communauté internationale aujourd'hui semble avoir compris que les démarches précédentes sont infructueuses et par conséquent, il faut aller de l'avant dans la mesure où les difficultés quotidiennes de la population ne se résorbent pas et cela augmente le risque d'une autre crise sociale comme c'est le cas dans tout le Maghreb.
- L'organisation du référendum, bien que contestée par tout le monde montre la persévérance de l'équipe de la HAT de Rajoelina à aller vers la légitimation au forceps de leur prise de pouvoir.
- Il est aujourd'hui évident que nous faisons face à deux problématiques majeures :

Tous ceux qui arrivent au pouvoir ont la volonté d'y rester vaille que vaille et n'ont nullement l'intention de mettre en place ni les systèmes de contrôle de l'exécutif ni des institutions ayant les contre-pouvoirs réels, qu'ils réclament à cor et cri quand ils sont dans l'opposition.

Si le blocage actuel est dû à des antagonismes personnels, la résolution de la crise par une recherche de satisfaction entre les deux protagonistes n'apporterait aucune solution à la raison profonde de la crise : les aspirations profondes de la population. Une telle solution serait alors éphémère (comme celles des crises précédentes) et amènerait inéluctablement vers une prochaine crise sociale plus proche et plus violente.

## 3 La proposition

La résolution de la crise actuelle doit dépasser les acteurs politiques pour les raisons qui ont été évoquées précédemment mais surtout, parce qu'en deux ans de tentatives, ils n'ont abouti à rien. Elle doit par conséquent provenir d'un système exogène à la lutte politique pour le pouvoir.

### 3.1 Pour répondre à l'équitabilité des gouvernances futures

Les trois propositions suivantes sont inséparables si on veut un monde politique plus équitable et plus juste.

#### 3.1.1 Une CENI entièrement indépendante.

Il faut que les élections deviennent incontestables. Pour cela, il faut améliorer la CENI pour y inclure les représentants de tous les partis politiques (voir après concernant les partis politiques), les ONG nationaux qui observent la vie politique, (comme le SEFAFI, etc), des organismes (ONG ou institutions) internationaux, les représentants d'une justice libre (voir plus bas).

Pour sortir de la crise, les instances internationales doivent financer cette commission, mais à terme le financement de son fonctionnement doit être inclus dans la loi de finance et ne doit souffrir d'aucune influence possible de la part de l'exécutif.

L'objectif est d'organiser des élections libres et transparentes mais surtout surtout, mettre en place un système qui ne pourra plus jamais être remis en cause.

#### 3.1.2 Rendre réellement indépendante la justice.

Il s'agit d'un des points fondamentaux pour mettre en place l'équilibre des pouvoirs. Si l'exercice peut sembler long et difficile, il faut prendre la décision de le faire maintenant que le pouvoir exécutif est encore affaibli. Et il faut que cette décision ne puisse faire l'objet d'aucun retour en arrière.

La mise en œuvre de ce chantier sera alors remis à des personnalités malgaches dont les compétences juridiques sont incontestables et ils pourront faire appels à toutes les ressources nationales et internationales disponibles si nécessaires.

En contre partie, tous les politiciens sans exception (y compris ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui) sont pardonnés de toutes leurs erreurs précédentes (quel que soit le nom qu'on donne à ce pardon : amnistie, ...). Mais pour cela, il faut que les personnes reconnaissent auprès d'une commission les « erreurs » commises. Autrement, la justice indépendante pourra toujours s'appliquer ultérieurement sur les crimes non avoués.

Il est évident que si tout le monde est pardonné, tout le monde doit pouvoir rentrer au pays et tout le monde doit pouvoir se présenter aux prochaines élections.

#### 3.1.3 Réformer les partis politiques.

Aujourd'hui une association de quelques individus peut se targuer d'être un interlocuteur politique. Il faut mettre un terme à cette ineptie et donner ses lettres de noblesses aux vraies acteurs politiques. Pour cela, il faut dépasser la barrière initiale du financement et mettre en place le financement des partis politiques par les finances publiques à l'instar de ce qui se fait en occident.

L'objectif est de mettre initialement toutes les idées et tendances majeures sur le même piédestal en terme de moyen financier mais cela implique aussi de limiter et vérifier strictement les autres sources de financements.

Le montant du financement doit être conséquent (en milliards d'ariary) pour que l'intérêt soit réel.

En contre partie, les parties doivent exister et avoir un nombre minimum d'adhérents qui serait vérifié par un organisme indépendant comme la CENI par rapprochement avec la liste électorale par exemple. Pour réduire à 2 ou 3 fois le nombre de partis, un nombre d'adhérents minimal de 400.000 sur plan national serait fixé arbitrairement afin d'éliminer les opportunistes et les collusions politiques de l'espace publique et d'obliger les politiciens à gérer leurs coalitions à l'intérieur de leur organisation.

On détourne également ainsi la guerre de pouvoir pour la transition vers un vrai effort de terrain de la part des politiciens qui ambitionnent réellement de représenter le peuple et ses aspirations.

Par la suite, le financement proportionnel au nombre de voix obtenu me semble sensé dans la mesure où les adhérents doivent voter pour leur parti.

### **3.2 Comment faire ?**

Réunir un nombre conséquent d'organisations sociales malgaches (patronats, religieux, observateurs politiques,...) et les représentants des forces de l'ordre pour constater l'échec de la négociation politique depuis deux ans.

Déclarer que la nation n'est pas l'exclusivité des politiciens et par conséquent ils doivent reconnaître leurs incapacités à résoudre le problème actuel et accepter cette voie alternative.

Faire la proposition (qu'on peut améliorer, amender, modifier) avec l'aval de la communauté internationale et y inclure une proposition de mise en œuvre immédiate avec un rendez vous électoral dans les plus brefs délais.

Le gouvernement restera inchangé jusqu'aux élections sauf concernant l'abolition du ministère de la justice et la constitution d'une CENI entièrement indépendante.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Proposition-de-sortie-de-crise-par,15418.html>